



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

Annexe

de la décision de la Commission relative au financement du programme d'action annuel 2019
en faveur de la République du Tchad

Document d'action concernant le projet FORMA-NUT – Formation pour la Nutrition

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	FORMA-NUT – Formation pour la Nutrition Numéro CRIS: TD/FED/041-723 Financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)	
2. Zone bénéficiaire de l'action/ localisation	République du Tchad L'action sera menée sur l'ensemble du territoire tchadien	
3. Document de programmation	Union Européenne – République du Tchad Programme Indicatif National pour la période 2014-2020	
4. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal : ODD 2.2. Réduire toutes les formes de malnutrition Autres ODD significatifs : ODD 4.7. Acquisition de connaissances et de compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable ODD 4.c. Accroissement du nombre d'enseignants qualifiés ODD 3.c. Perfectionnement, formation et maintien en poste du personnel de santé	
5. Secteur d'intervention/do maine thématique	Développement Rural	Nutrition
6. Montants concernés	Coût total estimé : 10 400 000 EUR Montant total de la contribution du FED : 10 000 000 EUR La présente action fait l'objet d'un cofinancement conjoint de la part du Programme alimentaire mondial / REACH pour un montant de 400 000 EUR	
7. Modalité d'aide et modalité de mise en œuvre	Modalité de projet: Gestion indirecte avec délégation au Programme alimentaire mondial / REACH	

8 a) Code(s) CAD	12240	Nutrition de base 30%		
	11231	Éducation pour meilleure qualité de vie pour les jeunes 20%		
	16050	Aide plurisectorielle pour les services sociaux de base 50%		
b) Principal canal de distribution	Programme alimentaire mondial - 41140			
9. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	☒	☐	☐
	Aide à l'environnement	☒	☐	☐
	Égalité entre les hommes et les femmes et émancipation des femmes et des jeunes filles	☒	☐	☐
	Développement du commerce	☒	☐	☐
	Santé génésique, maternelle, néonatale et infantile	☐	☐	☒
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Diversité biologique	☒	☐	☐
	Lutte contre la désertification	☒	☐	☐
	Atténuation du changement climatique	☒	☐	☐
	Adaptation au changement climatique	☒	☐	☐

RESUME

La lutte contre la malnutrition et la protection du droit à l'alimentation adéquate pour tous sont des étapes indispensables pour le développement du pays et le bien-être des populations tchadiennes. L'UE au Tchad, est déjà fortement engagée sur ce sujet au côté du gouvernement notamment dans le cadre de son rôle de responsable du groupe des bailleurs du mouvement Scaling Up Nutrition (SUN). L'UE a mis en place des programmes de lutte contre la malnutrition à très large échelle tant à travers ses programmes de développement que ses programmes humanitaires. Toutefois, malgré d'importantes ressources financières déployées, la perception des interventions et les changements de pratiques nutritionnelles par les populations se heurtent à une compréhension insuffisante du problème nutritionnel, de ses enjeux et des solutions pour y remédier. Ce problème de connaissances, lié au très faible niveau d'éducation du pays, se retrouve à divers niveaux notamment au niveau du personnel des services étatiques mais aussi d'une grande partie de la population sur l'ensemble du territoire tchadien. L'UE, à travers cette action, contribuera à la réduction significative et durable de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle nationale (OG-objectif global). L'objectif spécifique (OS) est pour ce faire l'adoption durable de comportements éclairés sur la nutrition par les fournisseurs et les utilisateurs de l'information nutritionnelle. Ce projet pluriannuel et d'ampleur nationale de formation/d'éducation/sensibilisation à la nutrition permettra de créer une masse critique et sur le long-terme de personnes capables de lutter à différents niveaux contre le fléau de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle propose pour ce faire les produits (Op) suivants : Op1) Meilleures capacités techniques sur la nutrition au niveau d'une

masse critique de praticiens des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition; Op2) Meilleures capacités techniques sur la nutrition des fonctionnaires en poste dans les secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition ; Op3) Meilleur niveau d'information du grand public sur les questions-clés liées à une meilleure nutrition; Op4) Une base de connaissance accrue, validée et rendue accessible aux acteurs des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition.

1 ANALYSE DU CONTEXTE

1.1 Description du contexte

Le Tchad fait face à un immense défi nutritionnel qui compromet les capacités de développement économique et humain. En effet, la sous-nutrition contribue à 43 % des décès d'enfants de moins de 5 ans et le coût économique associé à la sous-nutrition est de l'ordre de 9,5 % du PIB¹. Le problème se perpétue de génération en génération limitant fortement le capital humain, intellectuel et productif du pays et ainsi les capacités à sortir les populations de la pauvreté. En dépit des efforts déployés par le Gouvernement et ses partenaires (notamment DEVCO et ECHO qui investissent actuellement 230 000 000 EUR), la malnutrition s'aggrave² et demeure un problème majeur de santé publique. En 2018, l'enquête nationale de nutrition démontrait que sur le plan national 14 régions sur 23 sont en situation d'urgence au regard de la malnutrition aiguë (à la fois sévère et modérée), générant d'importants coûts en vies humaines et pour le secteur de santé. Au niveau national, la prévalence est estimée à 13,5 %, ce qui correspond à une situation grave selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon les études, de 32 à 40 % d'enfants sont affectés par le retard de croissance, ce qui correspond à une forte prévalence selon l'OMS.

Les enfants touchés par le retard de croissance font face à un moindre développement physique mais aussi potentiellement cognitif qui est largement irréversible après l'âge de deux ans. Les effets de la malnutrition dans les 1 000 premiers jours de vie de l'enfant peuvent générer des conséquences graves sur leur vie entière. Une étude sur le coût de la faim³, estime que presque 60 % de la population tchadienne en âge de travailler a souffert de retard de croissance pendant son enfance, ce qui affecte la capacité de ces adultes à mener une vie saine et productive. S'ajoutent à cela d'autres formes de malnutrition telles que les carences en micronutriments, pour la plupart inconnues⁴. La malnutrition sous ses différentes formes est endémique au Tchad, la bande sahélienne est très affectée par la malnutrition aiguë mais le retard de croissance atteint des niveaux très critiques aussi dans certaines zones agricoles notamment soudanaises du pays.

PAM « Le coût de la faim en Afrique. L'incidence sociale et économique de la sous-nutrition chez l'enfant au Tchad » - 2016

² Selon les tendances actuelles, 1 220 000 enfants seront touchés par le retard de croissance d'ici 2025 alors qu'ils étaient 940 000 en 2012. Source : *Nous pouvons vaincre la sous-nutrition, Etude de cas du Tchad* – 2017.

³ <https://reliefweb.int/report/chad/le-co-t-de-la-faim-en-afrique-l-incidence-sociale-et-conomique-de-la-sous-nutrition-chez>, 14.01.2018]

⁴ Presque la moitié des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie, ce qui est lié, aussi, à des pratiques discriminatoires basés sur le genre d'accès à certains aliments.

1.2 Cadre stratégique de l'action (mondial, UE)

L'objectif de « mettre fin à toutes les formes de malnutrition » a été inscrit dans les objectifs de développement durable en 2015. Deux ODD font explicitement référence à la nutrition et 12 des 17 objectifs de développement durable nécessitent une bonne nutrition pour être atteints.

Cet engagement renforce les engagements pris lors de l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) de 2012 où six objectifs mondiaux visant à améliorer la nutrition des mères, des nourrissons et des enfants, avec un échéancier de 2025, ont été approuvés par les pays membres. L'amélioration des indicateurs nutritionnels au Tchad est intégrée au PIN en cours. Toutefois, jusqu'à maintenant, l'approche multisectorielle ne s'était pas focalisée sur le renforcement structuré des capacités.

Le programme respecte les traités internationaux de droits humains et contribue à l'implémentation des instruments de droits humains pertinents pour la réalisation du droit à une alimentation adéquate- particulièrement les textes et principes définissant et interprétant le droit à l'alimentation, les droits de paysan-ne-s et tous les droits connexes qui doivent être protégés pour lutter contre la faim. Le programme s'inscrit aussi dans les conventions internationales en matière des droits humains et de genre ratifiées par le Tchad et il contribue au Plan d'Action Genre II (Joint Staff Working Document : Gender Equality and Women's Empowerment: Transforming the Lives of Girls and Women through EU External Relations 2016-2020)⁵, priorité thématique « Intégrité physique et psychologique », objectif 12 « Une alimentation saine pour les filles et les femmes tout au long de leur vie ».

1.3 Analyse des politiques publiques du pays partenaire de la région

Depuis quelques années, le gouvernement tchadien s'est engagé dans la lutte contre la malnutrition. En 2015, une Politique nationale de nutrition et d'alimentation (PNNA) a été adoptée et un Forum national sur la nutrition et l'alimentation a été organisé. Le gouvernement s'est alors engagé à réduire la prévalence du retard de croissance de 49 % en 2010 à 20 % d'ici à 2025. Il a reconnu l'alimentation et la nutrition comme un véritable facteur de développement, un « droit de la population tchadienne toute entière en vue d'améliorer la survie de leurs enfants et en leur permettant un développement maximal de leurs potentialités physiques et intellectuelles ainsi que de promouvoir la santé et le bien-être des mères et des adultes ».

La PNNA s'accompagne d'un Plan d'action intersectoriel pour la nutrition et l'alimentation (PAINA) (2017-2021) adopté en septembre 2017. L'amélioration de l'état nutritionnel de la population tchadienne est également un objectif du Plan national de développement (PND) 2017-2021 adopté en juillet 2017. Afin de coordonner à un haut niveau l'action du gouvernement sur la nutrition, un Conseil national de nutrition et d'alimentation (CNNA) a été créé sous la tutelle du premier ministre (maintenant sous tutelle du président de la République). La constitution de Comités régionaux de nutrition et d'alimentation (CRNA) a également été ordonnée. Ceux-ci sont mis en œuvre pour l'instant dans cinq provinces et devraient bientôt être étendus à dix nouvelles provinces.

Enfin, une stratégie de plaidoyer et de communication en faveur de la nutrition a été approuvée en février 2019. La budgétisation et l'adoption de cette stratégie ainsi que l'initiation de sa mise en œuvre sont d'ailleurs des indicateurs cibles de l'appui budgétaire de l'UE pour 2019.

⁵ SWD(2015)182 final of 21.9.2015

La mise en œuvre de ces documents stratégiques reste toutefois à consolider et doit s'accompagner de ressources financières, humaines et techniques adéquates au sein des différents ministères contribuant à l'amélioration de la nutrition.

1.4 Analyse des parties prenantes

L'aspect multifactoriel de la malnutrition nécessite de mettre en place des interventions multisectorielles pour lutter efficacement contre la malnutrition et implique par conséquent divers acteurs d'horizons différents.

Parmi les acteurs impliqués, figurent :

- La Direction pour la nutrition et les technologies alimentaires (DNTA), rattachée au Ministère de la santé publique (MSP). Son directeur est le point focal du gouvernement pour le mouvement SUN auquel le gouvernement a adhéré en 2013. La DNTA est impliquée notamment dans la formation continue du personnel de santé, principalement sur les aspects PCIMA et ANJE. Le MSP est le ministère de tutelle de la nutrition ainsi que le responsable de la formation des cadres moyens pour le secteur de la santé (entre autres infirmiers et sages-femmes).
- Les universités et instituts de formation tchadiens, plus particulièrement :
 - Les facultés de médecine de N'Djamena et d'Abéché. Ces facultés disposent de plusieurs formateurs qualifiés (permanents et vacataires) sur les aspects médicaux de la nutrition.
 - L'École nationale des agents sanitaires et sociaux (ENASS) à N'Djamena et ses antennes régionales à Abéché, Biltine, Moundou et Sarh qui forment les infirmier/infirmières, les sages-femmes, les agents techniques de santé (aides soignant(e)s et aide accoucheuses) et les agents sociaux du pays.
 - La Faculté des sciences agro-pastorales et agro-alimentaires de l'Université des sciences et de technologie d'Ati (USTA) dans la région du Batha.
 - L'Institut universitaire des sciences agronomique et de l'environnement de Sarh (IUSAES).
- Des autres acteurs clés qui représentent les voix des détenteurs de droits: Les organisations non-gouvernementales (ONG), Mouvement Croix rouge et les agences des Nations Unies qui jouent un rôle clé dans la mise en place à large échelle des programmes de lutte contre la malnutrition. Si les programmes ont longtemps adopté une approche plus curative que préventive et se concentraient principalement sur la bande sahélienne, une vision plus holistique de la nutrition s'est récemment développée.
- Quatre organisations des Nations Unies (PAM, UNICEF, FAO et OMS) sont regroupées au sein de l'initiative REACH⁶, un mouvement auquel le Tchad a adhéré depuis 2012. Notons qu'un agenda des Nations Unies pour la nutrition au Tchad (2018–2021) a également été développé pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et ont adopté des objectifs transversaux dans le domaine du genre.

⁶ REACH est un mécanisme de soutien aux pays visant à améliorer la gouvernance en matière de nutrition, qui travaille en étroite collaboration avec les structures de coordination de la nutrition et les réseaux SUN (<https://www.reachpartnership.org>).

- Environ 90 % de la population Tchadienne mais plus particulièrement les communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelles, les femmes et les enfants qui demeurent les plus touchées par la malnutrition.
- Les donateurs internationaux:
Les partenaires d'appui à l'éducation primaire et secondaire, notamment la Coopération suisse, la Banque mondiale et le Global Partnership for Education (GPE). La Coopération suisse planifie en effet de toucher environ 350 000 jeunes enfants d'ici 2022 par des modules de formation sur les bonnes pratiques d'hygiène.

Le projet va particulièrement cibler (bénéficiaires directs) :

- Environ 8 300 étudiants dans le domaine de la santé et des secteurs sensibles à la nutrition (agriculture, élevage, éducation, eau et assainissement, action sociale).
- Environ 14 000 fonctionnaires de l'État formés, soit un tiers des effectifs, dans le domaine de la santé et des secteurs sensibles à la nutrition (agriculture, élevage, éducation, eau et assainissement, action sociale).

1.5 Analyse des problèmes/domaines d'appui prioritaires

Les causes qui ont amené au fil du temps à ce cadre de malnutrition sont diverses. Elles comprennent notamment la faible productivité agricole, un faible accès économique des ménages à la nourriture, une faible diversification des régimes alimentaires, un faible accès aux services sociaux de base, en particulier en matière de santé une faible alphabétisation, surtout des femmes⁷ et des pratiques néfastes et des tabous nutritionnels répandus. La situation socio-économique très précaire de nombreux tchadiens, conjuguée aux chocs récurrents (sécheresse, mais aussi insécurité et conflits croissants dans la région et fermeture des frontières), expose le pays à des crises alimentaires et nutritionnelles répétées et persistantes.

Il existe également de nombreux goulots d'étranglement au niveau institutionnel où le système, en général, ne dispose pas encore de la combinaison appropriée de compétences en matière de gouvernance et de compétences techniques, ou de la masse critique de personnel nécessaire pour lutter contre la malnutrition par une approche multisectorielle. Dans le contexte de la politique alimentaire et nutritionnelle existante, le leadership gouvernemental et les allocations financières pour les actions spécifiques à la nutrition et les actions sensibles à la nutrition⁸ sont faibles, travaillent en silos et ne peuvent pas faciliter la mise en œuvre d'une stratégie sans contributions externes cohérentes et continues. Dans ce contexte, le système de nutrition au Tchad est confronté à d'énormes défis.

⁷ La proportion des enfants qui souffrent de malnutrition chronique sous la forme sévère est deux fois plus élevée si la mère n'a aucun niveau d'instruction que si elle a un niveau d'instruction secondaire (25 % contre 12 % selon l'enquête démographique et de santé et à indicateurs multiples (EDS-MICS) de 2015)

⁸ Actions spécifiques à la nutrition : s'attaquent aux causes immédiates de la malnutrition, comme l'apport alimentaire insuffisant, et à certaines des causes sous-jacentes telles que les pratiques d'alimentation et l'accès à la nourriture.

Actions sensibles à la nutrition : s'attaquent aux causes sous-jacentes et fondamentales de la malnutrition en incorporant des objectifs et des actions en matière de nutrition dans un large éventail de secteurs (ex : agriculture, élevage, éducation, protection sociale, eau et assainissement).

On prévoit que le Tchad souffrira de crises alimentaires récurrentes dans les années à venir, en raison de facteurs sur lesquels il a été difficile d'agir. Parmi eux, on trouve la croissance démographique (3,6 % par an), des niveaux d'éducation médiocres largement répandus, un accès et des performances très faibles des services de soins de santé primaires, un accès encore trop faible aux installations WASH et des traditions bien enracinées discriminatoires à l'égard des femmes.

L'un des principaux goulots d'étranglement identifiés dans la mise en œuvre des stratégies nationales pour l'alimentation et la nutrition est la faiblesse des capacités d'absorption, même lorsque des ressources financières sont disponibles. Tous les acteurs, dans le domaine humanitaire comme dans celui du développement ont identifié le manque de connaissances en matière de nutrition et d'alimentation, à tous les niveaux, y compris les connaissances de base des ménages ou celles des personnels en charge de mettre en œuvre les services de base auprès de la population. C'est l'un des domaines dans lesquels une intervention structurée est nécessaire pour renforcer la nutrition. La disponibilité, la durabilité et le savoir-faire des ressources humaines sont essentiels pour lutter efficacement contre la malnutrition.

2 RISQUES ET HYPOTHESES

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Dégradation du climat sociopolitique national.	M	Dialogue politique
Nouvelle réorganisation des ministères techniques et réorientation des priorités des ministères sectoriels.	M	Appuyer le dialogue politique conjointement avec d'autres bailleurs de fonds pour rappeler les enjeux de la nutrition. Par ailleurs, l'ancrage du projet au niveau de REACH permet une atténuation de ce risque de même que la collaboration avec les Universités qui jouissent d'une grande autonomie de gestion.
Faible implication des structures de coordination multisectorielles au niveau national et régional.	E	Complémentarité avec le programme gouvernance en nutrition gérée avec REACH dans le cadre du programme SAN. Effet multiplicateur porté, au moins, par les agences des NU.
Mouvement du personnel / fonctionnaires (turn-over).	M	Même si une partie conséquente des ressources sera consacrée au développement des capacités, il ne faut pas craindre un exode massif des cerveaux, car la majorité de ces ressources ciblera les cadres et du personnel à différents niveaux et à large échelle.
Lenteur de la mise en œuvre multisectorielle et compétition sur les ressources.	M	L'appui à la coordination multisectorielle est déjà en phase de mise en œuvre. Possibilité de renforcer le rôle de l'UE en tant que coordinateur des bailleurs dans le cadre du mécanisme SUN.
Risque de détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle (chocs climatique, économique, conflits) et compétition avec autres « urgences ».	M	Bonne coordination avec ECHO et les autres acteurs humanitaires. Appui structurel aux systèmes d'alerte et réponses aux crises alimentaires et nutritionnelles via d'autres projets UE/autres bailleurs. Dialogue politique.
Resserrement des tensions entre les sexes à la suite de l'autonomisation des femmes entraînant la violence sexiste.	M	Prise en compte les déterminants socioculturels et de la participation des hommes, des jeunes, et des femmes dans la nutrition .

Hypothèses

- Volonté politique de promouvoir une bonne nutrition sur l'ensemble du territoire tchadien et de relayer les messages au plus haut niveau et à la base.
- Une véritable collaboration s'instaure entre les ministères techniques et le secteur académique pour la définition de formations adaptées aux besoins des services techniques et des populations.
- Les communautés et les acteurs de la société civile et les influenceurs locaux sont activement impliqués dans la communication et l'éducation nutritionnelle.
- Des partenariats se mettent en place avec d'autres universités, notamment en Afrique de l'Ouest (Bénin, Mali), pour créer une dynamique vertueuse de formation de qualité au niveau régional.
- Synergies avec autres bailleurs de fonds et initiative favorisant l'éducation se mettent en place.
- Les bonnes pratiques sont mises à l'échelle / répliquées.

3 ENSEIGNEMENTS TIRES ET COMPLEMENTARITE

3.1 Enseignements tirés

Bien qu'il n'y ait pas encore eu d'évaluation de l'impact de l'approche multisectorielle au Tchad, il est prouvé que les actions spécifiques à la nutrition ne peuvent réduire que de 20 % la malnutrition globale, l'implication de plusieurs secteurs contributifs à la nutrition est donc indispensable pour améliorer l'impact nutritionnel.

Plus spécifiquement, sur la base des expériences au Tchad :

- L'insécurité alimentaire et la malnutrition étant longtemps considérés comme une urgence dans le pays, une forte réaction verticale conduit à affecter des ressources à des programmes spécifiques permettant de sauver des vies. Les travaux multisectoriels, déjà entamés pour la première phase de SAN, se sont révélés difficiles, longs et considérablement plus lents que les travaux en silo. De manière générale, ni le gouvernement ni les partenaires n'y sont habitués et les redondances de la coordination ne contrebalancent pas encore les gains. Cependant, la compréhension des avantages mutuels découlant du travail intersectoriel commence à faire son chemin, à la fois dans la communauté des ONG et dans les institutions. Bien que cela reste difficile, cela peut être considéré comme un acquis pour les agences des Nations Unies.
- Le Tchad, étant un État fortement centralisé, offre des opportunités de renforcement relativement rapide des formations une fois les négociations initiales terminées qui peuvent ensuite être relayés par les mécanismes de coordination, notamment les mécanismes de coordination régionaux. Plusieurs initiatives positives pour la formation des personnes de santé, dans l'éducation primaire sont prometteuses et potentiellement répliquables à beaucoup plus large échelle.
- S'attaquer aux comportements négatifs pour la nutrition de la population en général est un exercice compliqué. De nombreux programmes nutritionnels comprennent des volets de sensibilisation à la nutrition et de communication pour les changements de comportement. Ces messages s'adressant souvent aux mères résultent rarement en changement de pratiques, notamment concernant l'allaitement exclusif qui demeurent très faible. Les femmes ayant un faible pouvoir décisionnel, c'est l'ensemble de la société, des décideurs et des influenceurs qu'il faut convaincre et atteindre via des messages largement diffusés via plusieurs canaux. Des outils didactiques commencent à être développés au Tchad (boîtes à images, jeux, théâtres) ainsi que des méthodes de sensibilisation plus inclusives, responsabilisant notamment les hommes, leaders communautaires, soignants traditionnels, offrent des perspectives plus positives.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des bailleurs

L'UE, qui assure la présidence du groupe des bailleurs dans le cadre du mouvement SUN, appuie ainsi le gouvernement pour catalyser les ressources d'autres bailleurs autour de l'objectif de réduire les sous-nutritons. Dans ce contexte, l'UE a organisé en 2017 avec plusieurs bailleurs de fonds (dont la Turquie, l'Allemagne, la France, l'Italie, la BAD, la BID, la Banque Mondiale, etc.), un atelier de sensibilisation des bailleurs à la nutrition et une cartographie des interventions des bailleurs au Tchad. Cette démarche a lancé une dynamique de coordination des bailleurs de fonds pour améliorer l'impact nutritionnel. Le plan de mise en œuvre humanitaire 2019 (HIP) d'ECHO porte sur une allocation de 40 000 000 EUR. La stratégie ECHO se concentrera spécialement sur l'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans une approche de transition ainsi que sur les besoins humanitaires des personnes affectées par les crises. Le nexus humanitaire-développement dans le domaine de la nutrition sera assuré en poursuivant la stratégie des 1 000 jours. Les actions articulées dans cette fiche offriront une perspective d'efficacité en termes d'appui à la fois humanitaire et de développement ainsi que de capacités opérationnelles à court-terme en cas de chocs.

La Coopération suisse et le GPE appuient la formation sur les bonnes pratiques familiales dans les écoles primaires de 14 provinces. La Banque mondiale commencera bientôt à soutenir les enseignants communautaires en révisant leur préparation et en proposant des cours de perfectionnement ciblés. Sur cette base on collaborera pour enrichir les curricula avec des messages de nutrition et alimentation.

L'exercice de programmation conjointe avec les États Membres (Allemagne, France, Royaume-Uni, Pays-Bas) et la Suisse vient de débuter. D'ores et déjà il ressort de leur part un intérêt particulièrement vif pour des actions dans les domaines de la santé/nutrition et de l'éducation.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectif général, objectif(s) spécifique(s), produits attendus et activités indicatives

Objectif général (OG) : Réduire significativement et durablement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad.

Objectifs spécifiques (OS) : Comportements éclairés sur la nutrition durablement adoptés par les acteurs fournisseurs et utilisateurs de l'information nutritionnelle.

Produits :

Op 1 : Meilleures capacités techniques sur la nutrition d'une masse critique de praticiens des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition.

Op 2 : Meilleures capacités techniques sur la nutrition des fonctionnaires dans les secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition.

Op 3 : Grand public du Tchad mieux informé sur les questions-clés liées à une meilleure nutrition.

Op 4 : La base de connaissances nutritionnelles est accrue, validée et rendue accessible aux acteurs des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition.

Activités :

Pour le résultat 1 : Révision/création de modules de formation en nutrition dans les curricula officiels au sein des Facultés de médecine, de l'ENASS (formation des infirmiers, sages-femmes, personnel d'assistance médicale, agents sociaux) ainsi que des instituts de formation

relatifs aux sciences agronomiques, à l'élevage, à l'hydraulique, la protection sociale et la pédagogie en mettant l'accent sur les approches préventives et multisectorielles (y inclus l'approche genre). L'action appuiera aussi l'établissement de partenariats avec d'autres universités et instituts spécialisés en nutrition dans la région⁹, la formation des enseignants aux nouveaux curricula et le développement et fourniture d'équipements didactiques. Spécifiquement pour les facultés médicales, l'action appuiera aussi à la mise en œuvre du cursus de formation Licence et Master en Nutrition. La Faculté des Sciences Humaines (anthropologie, sociologie) sera aussi appuyée dans le cadre de la création d'un environnement favorable aux activités de recherche sur la nutrition (voir résultat 3). La coordination et la validation des différents curricula et initiatives de formation à la nutrition seront impulsées par le rectorat.

Pour le résultat 2 : Pour les secteurs spécifiques à la nutrition, révision technique, méthodologique et harmonisation des modules de formation déjà partiellement développés par la DNTA, basés sur l'expérience de l'ONG ALIMA, pour la formation du personnel de santé avec un fort accent sur l'apprentissage pratique et formation en cascade (formation de formateurs et augmentation des structures de santé pouvant accueillir des stagiaires et développement de matériel didactique). Création de modules de formation pour les secteurs sensibles à la nutrition permettant d'avoir une vision multisectorielle (y inclus l'approche genre) de la nutrition et adaptés aux différents secteurs contributifs à la nutrition et mise en place d'un processus de formation en cascade. L'identification du personnel à former en partenariat avec les autorités décentralisées et des services déconcentrés pour cibler au moins un tiers des fonctionnaires en service. Une attention particulière sera donnée à la mise en place d'un système permettant de vérifier la qualité du processus de formation ainsi que la participation active des fonctionnaires/professionnelles.

Pour le résultat 3 : Définition de messages de sensibilisation et d'information avec les acteurs (principalement ONG) impliqués sur les actions de changement de comportement (y inclus les déterminants socioculturels pour promouvoir l'autonomisation des femmes). Les messages seront spécifiques aux différentes zones du pays et issus de bilans communautaires (identification et validation des messages par les communautés elles-mêmes sur la base d'une approche participative). Diffusion des messages dans les 12 langues locales standard via le réseau des radios communautaires, en partenariat avec le Ministère de la communication. Ces messages seront portés par des influenceurs locaux. Création d'une campagne nationale participative sur la nutrition qui arrive à identifier des Champions de la nutrition au niveau du Tchad et qui puisse élargir la « semaine nationale de l'allaitement au sein » à des semaines annuelles de la nutrition. Sensibilisation et information des jeunes enfants à la nutrition en créant un partenariat avec les acteurs déjà impliqués dans l'éducation primaire et secondaire (Coopération suisse, Banque mondiale, GPE).

Pour le résultat 4 : Validation officielle des nouveaux curricula par les ministères de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation professionnelle et de l'éducation et de la promotion civique au Tchad ainsi qu'une base de données évolutive des formateurs en nutrition et des personnes formées ; mise en place d'une plateforme informatique pour l'échange de matériaux de formation et de communication. Capitalisation sur les expériences de formation et de communication pour le changement de comportement (documentation, ateliers).

⁹ Ex : Faculté de sciences agronomique d'Abomey Calavi au Bénin, Université de Bamako, Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

4.2 Logique d'intervention

L'action propose de créer un véritable basculement au niveau national sur la question nutritionnelle en formant et informant une masse critique d'intervenants qualifiés qui pourront intervenir dans le secteur public comme dans le secteur privé pour améliorer la qualité des services à la population (offre). En parallèle, elle vise à mobiliser l'ensemble de la société tchadienne sur ce sujet en créant un environnement favorable pour le changement des comportements (demande).

L'action proposée est basée sur la création de partenariats et elle entre en synergie avec de nombreuses autres initiatives (au sein de l'UE, d'autres bailleurs de fonds et surtout d'institutions tchadiennes) créant un effet multiplicateur qui permet d'atteindre une large cible.

La gestion de l'action via l'initiative REACH (gérée par le PAM) vise une mise en œuvre rapide de l'action. Celle-ci devrait permettre de démarrer les premières formations pour le second semestre de l'année scolaire/académique 2019-2020 et la formation de fonctionnaires de l'État pendant la période de démarrage du programme SAN, permettant de réduire le problème de manque de capacités opérationnelles sur la nutrition.

Le REACH a une visibilité sur les thématiques sectorielles spécifiques et sensibles à la nutrition aux niveaux régional et mondial. Il a aussi la capacité de créer un réseau régional et maintenir un haut standard de qualité pour ce système de formation unique. Le REACH, au cœur des actions pour la nutrition au Tchad, offre également la possibilité de répliquer les expériences réussies notamment sur le volet « communication pour le changement des comportements » bien au-delà des cibles soutenues par ce projet.

Enfin, la construction inédite de cette action peut ouvrir d'autres voies de développement pour le Tchad et d'autres pays de la région. Un modèle efficace de création de compétences nouvelles et de mobilisation nationale pourrait ensuite être mobilisé sur d'autres thématiques génératrices d'emploi et stimulant le secteur privé, qui sont des priorités émergentes pour l'UE.

4.3 Intégration des questions transversales

En plus d'être un tremplin indispensable pour le développement du pays, la bonne nutrition, de par son aspect multisectoriel et son universalité, offre en effet un projet de société stimulant et pouvant créer de la cohésion sociale, sur lequel l'État peut à la fois démontrer son engagement et communiquer. Cet aspect est essentiel dans ce pays, fortement fragilisé par les conflits des pays voisins. Le projet permet par ailleurs de soutenir l'ensemble des initiatives de construction de la résilience du pays en permettant de développer des capacités utiles pour toutes les actions multisectorielles sensibles à la nutrition initiées ces dernières années dans le pays. De ce fait, l'égalité entre hommes et femmes ainsi que l'émancipation des femmes et des jeunes filles ne sont pas renseignées comme objectif significatif au niveau des marqueurs CAD. Cependant, le projet comporte un nombre d'activités pour renforcer l'autonomisation des femmes.

La nutrition vise plus particulièrement à avoir un impact sur les femmes, les adolescentes et les jeunes enfants, catégories les plus vulnérables à la malnutrition. Au-delà de l'effet recherché sur ces groupes, le projet vise à responsabiliser, non seulement les mères mais également les pères et les hommes en général, les influenceurs locaux des deux sexes sur le droit à l'alimentation et à une bonne nutrition pour créer un environnement favorable aux bonnes pratiques de soin et d'alimentation des enfants. Enfin, la formation des intervenants du secteur rural sur des systèmes alimentaires plus sensibles à la nutrition implique le développement d'approches visant à valoriser les ressources naturelles et les territoires et à une meilleure intégration entre les zones urbaines et rurales.

4. 4 Contribution à la réalisation des ODD

La présente intervention s'inscrit dans le Programme des Nations unies de développement durable à l'horizon 2030. Elle contribue principalement à la réalisation progressive de l'ODD 2 (faim zéro), tout en contribuant notamment à l'ODD 4.7 sur l'acquisition de connaissances et de compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, à l'ODD 4c visant à accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, ainsi que l'ODD 3c concernant le perfectionnement, la formation et le maintien en poste du personnel de santé. Rappelons enfin qu'au moins 12 des 17 objectifs de développement durable ont des indicateurs pertinents pour la nutrition, reflétant le rôle central de la nutrition dans le développement durable. De manière secondaire, la présente intervention contribue à l'objectif 5 « égalité entre les sexes ». Dans le cas spécifique de cette initiative, les actions contribueront concrètement à 4 des 17 ODD.

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Tchad.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

N/A

5.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et des procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE.

5.4.1 Gestion indirecte avec une organisation internationale.

La présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Programme alimentaire mondial (PAM) où le secrétariat REACH est légalement logé. Cette mise en œuvre couvre la gestion des 4 volets décrits dans le paragraphe 4. Le PAM, dans son rôle de coordonnateur du REACH a été sélectionné sur la base des capacités d'harmonisation des approches entre bailleurs et l'appui au Tchad dans la réalisation des activités y relatives, sa capacité prouvée à réduire les délais opérationnels et donc garantir une synergie par exemple avec le programme SAN et l'appui budgétaire de l'UE.

Les systèmes et les procédures du PAM font actuellement l'objet d'une évaluation ex ante. En fonction du respect des conditions en vigueur à l'époque où d'autres actions en gestion indirecte avaient été attribuées à l'organisation et sur la base d'une coopération de qualité établie de longue date, le PAM peut désormais également mettre en œuvre cette action en

gestion indirecte, dans l'attente de l'achèvement de l'évaluation ex ante et, le cas échéant, sous réserve des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement financier.

5.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

5.6 Budget indicatif

	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative du PAM (en EUR)
5.4.1 Gestion indirecte avec le PAM	9 650 000	400 000
5.9 Évaluation & 5.10 Audit	300 000	
5.11 Communication et visibilité	50 000	
Totaux	10 000 000	400 000

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Tandis que le PAM/REACH assurera la coordination interne avec le consortium d'agences des Nations Unies, le pilotage de l'action inclura l'ensemble des parties prenantes, y compris les ministères techniques qui bénéficieront directement de l'action, le ministère de l'économie et de la planification du développement et l'UE.

Afin de maximiser son impact, le projet articulera son pilotage avec le projet SAN (Convention de Financement 38-874).

La création d'une cellule de gestion intégrée n'est pas prévue pour cette action.

5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique.

Les indicateurs relatifs aux ODD et, le cas échéant, les indicateurs définis d'un commun accord, par exemple dans le document de programmation conjointe, devront être pris en considération.

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour

réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance et à la nature de l'action, il sera procédé à une évaluation à mi-parcours, une évaluation finale et une évaluation ex post de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

L'évaluation à mi-parcours, l'évaluation finale et si possible l'évaluation ex-post seront réalisées à des fins d'apprentissage et capitalisation en tenant compte en particulier du caractère innovant et du contexte multisectoriel de l'action.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.10 Audit

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Il est prévu qu'un ou plusieurs marchés de services d'audit pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations juridiques pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité, qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine.

En ce qui concerne les obligations juridiques en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités responsables. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base des exigences de communication et de visibilité applicables aux actions extérieures de l'Union européenne (ou de tout document ultérieur).

À titre indicatif, il sera conclu un marché de services d'audit à la fin de la mise en œuvre.

APPENDICE – MATRICE INDICATIVE DU CADRE LOGIQUE

	Chaîne des résultats: principaux résultats attendus	Indicateurs	Sources des données	Hypothèses
Impact (objectif général)	Réduire significativement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad	OO.1 Prévalence du retard de croissance (modéré et grave) chez les enfants de moins de cinq ans (Homme/Femme (H/F)) [**] OO.2 Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes/allaitantes/en âge de procréer OO.3 Couverture de la prise en charge des cas de malnutrition aiguë (H/F) [*]	[OO.1; OO.2 et OO.3]: Enquêtes « Standardized monitoring and assessment of relief and transition », à indicateurs multiples ainsi que démographiques et de santé (SMART/MICS/DHS [OO.3]: Données des établissements de santé - système d'information sur la santé	
Effets directs [objectifs spécifiques]	Changement de comportements	a. % des maladies hydriques chez les enfants de < de 5 ans (H/F) [*] b. 2 % de nourrissons âgés de 0 à 6 mois (H/F) nourris exclusivement avec du lait maternel c. Amélioration du score de MDD-W (Minimum Dietary Diversity in Women) [¥].	(a) (b): Enquêtes SMART/MICS/DHS	- Volonté politique de promouvoir une bonne nutrition.
Produits Op1	Meilleures capacités techniques sur la nutrition d'une masse critique de praticiens des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition sont augmentées à travers les cursus de formation.	1.1 Nombre et % d'enseignants formés avec le soutien de l'UE [**] (H/F) 1.2 Nombre et % de professionnels qui ont accès aux équipements didactiques développés et distribués (M/F) 1.3 # étudiants formés [§]	(1.1) (1.2) (1.3): Statistiques du projet	
Op2	Meilleures capacités techniques pour la nutrition des fonctionnaires en poste dans les secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition.	2.1 # fonctionnaires en formation continue formés [§] (H/F) 2.2 # et % des prestataires de soins de santé formés et actifs dans la gestion de la malnutrition aiguë sévère (H/F) 2.3 Nombre d'ateliers de formation multisectorielle organisés dans les régions/provinces	(2.1) (2.2) (2.3): Statistiques du projet (2.1) (2.2): Données des départements des ressources humaines des ministères techniques.	- Collaboration efficace entre les ministères. - Synergies avec autres bailleurs de fonds et initiative favorisant l'éducation / nutrition se mettent en place. - Les bonnes pratiques sont mises à l'échelle / répliquées.

Op 3	Grand public du Tchad mieux informé sur les questionnaires-clés liées à une meilleure nutrition	3.1 Nombre de femmes et d'enfants bénéficiant de programmes de nutrition appuyés par l'UE [*] [**] 3.2 % des ménages ayant bénéficié d'une sensibilisation aux pratiques d'hygiène adéquates [*] 3.3 Nombre de personnes touchées par les messages de changement des comportements (H/F/âge) 3.4 Nombre d'enfants scolarisés (H/F), éduqués à la nutrition.	(3.1) (3.2) (3.3) (3.4): Statistiques du projet	- Volonté politique de promouvoir une bonne nutrition. - Les communautés et les acteurs de la société civile et les influenceurs locaux sont activement impliqués dans la communication et l'éducation nutritionnelle
Op 4	La base de connaissances nutritionnelle est accrue, validée et rendue accessible aux acteurs des secteurs spécifiques et sensibles à la nutrition	4.1 Statut des nouveaux curricula de formation par le ministère de l'enseignement supérieur et le ministère de l'éducation. 4.2 Statut d'une base de données évolutive des formateurs et des formés [§] 4.3 Statut d'une plateforme informatique d'échange sur la formation et la communication en nutrition fonctionnelle	(4.1) (4.2) (4.3): Statistiques du projet (4.1): Départements spécifiques du Ministère de l'enseignement Supérieur et de l'éducation (4.2): Département des ressources humaines du Ministère de l'enseignement supérieur et de la santé	- Volonté politique de promouvoir une bonne nutrition. - Partenariats académiques en place

[*] Indicateurs correspondant à ceux du document de programmation pertinent

[**] Indicateurs correspondant à ceux du cadre de résultats de l'UE

[§] Toutes les données sur les étudiants et le personnel formé seront ventilées par sexe et par catégorie.

[¥] Les coûts pour le MDD-W ne sont pas encore clairs, donc la faisabilité de cet indicateur est encore à décider

ACRONYMES

AMS	Assemblée mondiale de la santé
ANJE	Alimentation du nourrisson et du jeune enfant
BAD	Banque africaine de développement
BID	Banque islamique de développement
CNNA	Conseil national de nutrition et d'alimentation
CRNA	Comités régionaux de nutrition et d'alimentation
DEVCO	Coopération au développement de l'UE
DNTA	Direction de nutrition et de technologie alimentaire
ECHO	Bureau de l'aide humanitaire et de la protection civile de l'UE
ENASS	École nationale des agents sanitaires et sociaux
FAO	Food and Agriculture Organization
GPE	Global Partnership for Education
HIP	Programme indicatif humanitaire
IUSAES	L'Institut universitaire des sciences agronomique et de l'environnement de Sarh
PAM	Programme alimentaire mondial
PCIMA	Prise en charge intégré de la malnutrition aigüe
PIB	Produit intérieur brut
PIN	Programme indicatif national
PAINA	Plan d'action intersectoriel pour la nutrition et l'alimentation
PND	Plan national de développement
PNNA	Politique nationale de nutrition et d'alimentation
REACH	Renewed Efforts Against Child Hunger
SAN	Sécurité alimentaire et nutritionnelle
SUN	Scaling Up Nutrition
OMS	Organisation mondiale de la santé
UE	Union européenne
UNICEF	United Nations Children's Fund
USTA	Université des sciences et de technologie d'Ati
WASH	Eau, assainissement, hygiène